

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Largo Caballero : une figure du socialisme espagnol à l'épreuve de l'histoire (3)

- Histoire et théorie -

Date de mise en ligne : samedi 24 septembre 2011

Démocratie & Socialisme

Alors qu'il était, depuis plus d'un an, un adversaire acharné de l'alliance avec les républicains de gauche, Largo Caballero prend la tête d'un gouvernement de Front populaire en septembre 1936. Ce n'est pas simple d'expliquer ce revirement. L'opportunisme serait une réponse trop simple, tant les événements qui vont suivre vont prouver que Caballero était aussi capable de résister aux diktats que l'on tentera de lui imposer. La montée en puissance des communistes dans l'alliance antifranquiste est certainement la piste la plus plausible. En ce début d'automne 1936, l'Espagne républicaine est lâchement abandonnée à son sort par le gouvernement français qui signe un hypocrite pacte de non-intervention avec l'Angleterre, tandis que les nationalistes reçoivent l'aide de plus en plus ouverte d'Hitler et Mussolini. De son côté, l'URSS apporte son aide technique et logistique aux antifranquistes. Staline a compris le prestige qu'il pouvait tirer de cette intervention en même temps qu'elle lui permet, en jouant du chantage à l'armement, de placer les communistes à tous les postes clés. Les soviétiques craignent également l'influence du POUM, qui dénonce avec virulence le stalinisme et les procès de Moscou, de la gauche socialiste et des anarchistes. Staline pense-t-il encore possible de « récupérer » Largo Caballero ? Celui qui incarne la résistance aux yeux de milliers de travailleurs doit en tous cas être pour l'instant ménagé par les communistes.

Le gouvernement Caballero comprend des ministres socialistes, communistes, républicains et même des dirigeants de la CNT à partir du mois de novembre. L'aide russe et l'unité semblent porter leurs fruits puisque les assauts franquistes sur Madrid sont contenus et repoussés fin 1936. Cependant, l'enthousiasme révolutionnaire, la soif de justice et la volonté d'en finir avec la bourgeoisie qui avaient marqué les journées de juillet 1936 sont désormais retombés. Les comités et les organes de contrôle ouvrier sont dissous, l'armée républicaine se professionnalise, le peuple est tenu à l'écart de la guerre. La ligne du PC et de la droite du PSOE, faire la guerre avant la révolution, semble être en train de l'emporter alors même que Caballero est à la tête du gouvernement. Se sentant certainement dépendant de l'aide militaire de l'URSS, devant donc ménager le PCE et maintenir le lien avec les républicains modérés, le leader de la gauche socialiste mène une politique conciliatrice, qui affaiblit en réalité la capacité de mobilisation militaire des paysans et des ouvriers.

Staline en personne écrit à Caballero en décembre 1936 pour lui donner quelques « conseils ». Pour le chef de l'URSS, il faut ménager la petite bourgeoisie, respecter à tout prix la propriété et tout faire pour que l'Espagne n'apparaisse surtout pas comme une République communiste ! Méfiant envers ces directives, Caballero refuse la fusion du PSOE et du PCE préconisée par les envoyés de l'Internationale communiste. Le chef du gouvernement fait certainement un bilan négatif de la création du PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne qui rassemble le PS et le PC catalan) et des Jeunesses socialistes unifiées, désormais fermement contrôlées par les staliniens. Il comprend que cette unité organique PS-PC se fera forcément contre son courant et le marginalisera tant la droite du PSOE et les communistes ont des intérêts convergents et défendent la même ligne politique. Les rapports entre Caballero et les staliniens, déjà tendus, deviennent glaciaux dès le début de l'année 1937.

Écarté par les staliniens

Le point de tension ultime va venir de Barcelone. Bastion de la résistance à Franco où la lutte est principalement menée par le POUM et la CNT, la capitale de la Catalogne subit les assauts staliniens depuis déjà plusieurs semaines. Un gouvernement régional autonome a été mis en place en septembre. Le POUM, en la personne d'Andrés Nin ministre de la Justice, y participe aux côtés des autonomistes, de la CNT et du PSUC. Désirant se débarrasser du POUM, les staliniens et les envoyés de Moscou font pression sur Caballero pour qu'il accepte de réprimer les militants du parti marxiste catalan. Une violente campagne est menée par la presse communiste contre le POUM, accusé de trahison, d'espionnage et affublé de l'infamante étiquette d'hitléro-trotskiste. Au début du mois de mai, alors que les communistes tentent de reprendre le contrôle de la compagnie de téléphone tenue par des syndicalistes de la CNT, la riposte des masses ouvrières barcelonaises est immédiate. La ville se couvre de barricades, le POUM et la CNT dirigent cette nouvelle insurrection de la ville rouge.

Le pouvoir est à prendre mais la CNT semble hésiter. A Valence, où siège désormais le gouvernement, les ministres communistes pressent Caballero d'envoyer sur place la police pour rétablir l'ordre. Le chef du gouvernement sent bien que les communistes cherchent à instrumentaliser ce soulèvement. Il oeuvre pour une issue sans vainqueur ni vaincu en tentant de ménager les deux camps en présence. Aurait-il dû s'appuyer sur cette insurrection pour se débarrasser politiquement des staliniens et des socialistes de droite ? Peut être, mais il n'ose franchir le pas. Il tente néanmoins d'empêcher une intervention policière en Catalogne avant d'être mis en minorité, le 5 mai 1937, au sein de son propre gouvernement sur cette question.

Le 6 mai, cinq mille policiers sont transférés à Barcelone et le lendemain, découragé et désabusé, le puissant mouvement ouvrier de la ville lève les barricades. Les staliniens viennent de remporter une bataille décisive mais il est désormais clair que Largo Caballero est devenu un obstacle pour eux. Dès le 10 mai, le PCE sonne la charge contre le chef du gouvernement qui, désormais largement minoritaire dans le PSOE, se retrouve isolé et sans soutien. Victor Albà, historien et ancien militant du POUM, en convient lui-même, son organisation ne l'a pas assez soutenu. Il écrit : « On [les communistes staliniens] se proposait de rendre difficile la respiration des poumistes, mais aussi d'asphyxier Largo Caballero. Or les poumistes ne s'en rendirent pas compte [...]. Le ressentiment et l'absence de contacts avec la gauche socialiste expliquent cet aveuglement. [...] Ils ne comprirent pas que, tant que Largo était au pouvoir, les communistes ne pourraient pas éliminer le POUM [1] ».

Les pressions s'intensifient sur Caballero, à qui l'ambassadeur soviétique en personne demande la dissolution du POUM le 14 mai. Le lendemain, lors du conseil des ministres, les communistes réclament eux aussi la liquidation du parti de Nin. Soutenu par les anarchistes, Caballero refuse mais les socialistes de droite et les républicains modérés apportent leur soutien à la proposition du PCE. Alors qu'il préparait une offensive militaire importante en Estrémadure, le chef du gouvernement est une nouvelle fois mis en minorité par l'alliance du PCE et de l'aile droite de sa propre formation politique ! Il présente alors sa démission au président Azana et refuse, le 16 mai, de former un nouveau gouvernement avec des ministres communistes. Julian Négrin, adversaire acharné de Caballero dont il était le ministre des finances, devient alors président d'un nouveau gouvernement qui ne compte que des socialistes modérés, des communistes et des républicains. La gauche socialiste et la CNT sont éliminés, laissant le champ libre aux manoeuvres staliniennes. Le soir de son éviction, Caballero s'exprime ainsi devant ses quelques rares et derniers soutiens : « la pétition de dissolution du POUM n'a été qu'un prétexte [...], quand ils m'ont demandé sa dissolution, je leur ai répondu qu'ayant souvent été attaqué, je n'étais pas venu au gouvernement pour favoriser l'une ou l'autre des factions politiques qui le composait [...] ».

La répression s'abat sur les dirigeants du POUM qui sont brutalement éliminés en juin dans toute la Catalogne. Arrêtés, fusillés, torturés, les poumistes subissent un véritable calvaire. Le secrétaire du parti Andrés Nin est torturé durant quatre jours, les agents staliniens tentent de lui arracher de prétendus « aveux » mais, se battant avec un courage inouï, Nin ne lâche rien et meurt entre les griffes féroces des hommes de Moscou. Responsable de sa mort, le PCE mène en parallèle une odieuse campagne sur la disparition de « l'espion Nin » qui coulerait des jours paisibles en Allemagne ! Caballero dira que le courage de Nin a sauvé la vie de tous ceux qui, comme lui, avaient résisté à l'emprise stalinienne en Espagne. Caballero tente de faire entendre sa voix et entreprend une tournée de conférence en octobre 1937 pour dénoncer la politique de Négrin, la mainmise stalinienne et son éviction progressive de l'UGT. A Madrid, des milliers de personnes viennent l'entendre, sa popularité semble intacte. Il s'apprête à remettre le couvert quelques jours plus tard à Alicante. Arrêté, sur ordre du PCE et de Négrin, il est placé en résidence surveillée à Valence et éliminé définitivement de la direction de l'UGT en janvier 1938. Il est condamné à vivre la fin du conflit en spectateur impuissant, muselé par le terrible appareil stalinien.

Devenus hégémoniques, les communistes organisent ensuite un procès contre les dirigeants du POUM en novembre 1938. Caballero, désormais marginalisé et écarté de toute action politique, est appelé à la barre comme témoin. Il fait face avec un certain aplomb, affirme que les poumistes, contrairement à ce qu'affirme l'acte d'accusation, n'ont jamais été liés aux fascistes et déclare : « Si Nin et d'autres membres du POUM sont actuellement poursuivis pour espionnage, c'est uniquement pour des motifs politiques, simplement parce que le Parti

communiste veut anéantir le POUM ». Ces quelques mots, simples mais fermes, prouvent en tous cas que le militant Caballero a su se prémunir contre le poison stalinien et continue de défendre, même entre les lignes, la seule ligne politique possible pour vaincre : l'unité de toutes les forces ouvrières. Les troupes franquistes progressent inexorablement, au même rythme que les communistes espagnols écartent tous leurs rivaux dans le camp républicain. Le bastion catalan tombe en février 1939 et Négrin, désormais chef d'un gouvernement fantôme, quitte l'Espagne au mois de mars. Franco a vaincu la vaillante Espagne ouvrière et paysanne.

L'exilé

Largo Caballero parvient à quitter l'Espagne clandestinement et à gagner la France en mars 1939. Comme des milliers de républicains vaincus, il franchit les Pyrénées dans l'espoir d'y trouver un peu de repos et de liberté. Le répit sera de courte durée. Lors de l'invasion allemande du printemps 1940, il est arrêté et aussitôt déporté vers le camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen, situé dans la banlieue de Berlin. On y interne essentiellement des prisonniers politiques et quelques juifs. L'ancien leader de la gauche espagnole est détenu presque cinq années dans des conditions terribles et épuisantes. Libéré avec trois mille autres survivants par l'Armée rouge en avril 1945, c'est un Caballero très diminué qui rentre en France. Il s'éteint en mars 1946 à Paris à l'âge de soixante-douze ans.

D'abord enterré au cimetière parisien du Père Lachaise, sa dépouille fait un retour triomphal en Espagne en 1978, trois ans après la mort du général Franco qui a régné sur le pays durant trente-six ans. Plus de cinq cent mille espagnols viennent alors assister aux funérailles de l'ancien secrétaire de l'UGT, démontrant qu'il restait pour beaucoup l'une des figures les plus marquantes de la lutte antifranquiste.

Largo Caballero, militant syndical et politique, longtemps représentant du socialisme modéré, était devenu en 1936-1937 l'incarnation d'un peuple en lutte pour sa libération et le porte-parole de tous ceux qui voulaient que la révolution sociale soit le moyen et la fin de la lutte contre Franco. Au-delà de ses quelques erreurs (mauvaise évaluation du stalinisme, manque de liens avec le POUM et la CNT, culte de l'unité à tout prix...), Caballero fut un grand dirigeant socialiste qui mérite d'être connu et dont les grands combats restent pour beaucoup actuels. Défense du front unique des forces de gauche (sans l'appoint du centre !), réunification syndicale, dénonciation d'un capitalisme porteur de guerre et de misère, méfiance devant les bureaucraties autoritaires qui prétendent parler au nom des masses, sont quelques-uns des grands thèmes portés par Caballero après 1933 et que nous, socialistes de gauche du XXI^{ème} siècle, reprenons à notre compte et tentons de faire fructifier.

À l'heure où les salariés et Indignés espagnols tentent de résister à la politique d'austérité imposée par un PSOE rallié au social-libéralisme, réveiller le souvenir de Largo Caballero pourrait être utile, tant pour le mouvement social que pour la gauche espagnole. En 1934, le leader socialiste écrivait : « Pour assurer la victoire, nous devons en finir avec les luttes internes à la classe ouvrière (...). Si nous avons les mêmes objectifs, et si nous voulons en finir avec la classe capitaliste, qui étouffe ses haines et ses rancoeurs pour s'unir contre la classe ouvrière, pourquoi nous autres n'aurions-nous pas aussi à étouffer nos haines et nos rancoeurs pour constituer un faisceau uni et combattre efficacement l'ennemi commun ? ». Soixante-quinze ans plus tard, ces paroles en faveur de l'unité de la gauche résonnent encore comme un appel à la lutte pour en finir avec un système capitaliste qui n'a pas d'avenir !

Julien Guérin

A lire sur la période :

- ▶ Pierre Broué, La révolution espagnole 1919-1939, Flammarion, 1971, et Staline et la révolution, le cas espagnol, Fayard, 1993.
- ▶

Largo Caballero : une figure du socialisme espagnol à l'épreuve de l'histoire (3)

Miguel Amorós, Durruti dans le labyrinthe, l'Encyclopédie des Nuisances, 2007.

- ▶ Victor Alba, Histoire du POUM, Editions Champ libre, 2000.
- ▶ George Orwell, Hommage à la Catalogne, Champ libre, 2000.
- ▶ Michel Christ, Le POUM : Histoire d'un parti révolutionnaire espagnol (1935-1952), L'Harmattan, 2005. A voir : Ken Loach, Land and Freedom (film de 1995)

[1] Victor Alba, *Histoire du POUM*, Editions Ivrea, 2000.